

MAI 2013
n°217

SOMMAIRE

ISF 2013 :
Nos solutions pour le
réduire.

Valeurs mobilières :
Optimisation des
moins-values sur
cessions.

Panorama des
marchés financiers et
chiffres clés

20 ANS DÉJÀ ET TOUJOURS EN QUÊTE D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DE NOS SERVICES

A l'approche de notre vingtième anniversaire (la création de MAGELLAN CONSEIL remonte au 1^{er} septembre 1993), nous restons plus que jamais soucieux de vous apporter une qualité de service irréprochable.

Forts de nos rendez-vous mensuels avec la LETTRE DE MAGELLAN CONSEIL et les relevés des avoirs, nous souhaitons être encore plus présents à vos côtés. C'est la raison pour laquelle nous avons totalement refondu le site internet que nous n'utilisons plus dans la mesure où nous n'étions pas maîtres du contenu.

Le principal objet de ce site est de vous faciliter la vie. L'ESPACE CLIENTS vous donne, par exemple, un accès direct à la consultation de vos différents comptes. Les OPPORTUNITÉS DU MOMENT vous permettent de connaître en permanence les solutions que nous préconisons. La rubrique ACTUALITÉS vous indiquera, à partir du 13 mai 2013, les grandes lignes de l'actualité fiscale et patrimoniale... Vous pourrez aussi y consulter notre lettre mensuelle dès sa parution (le premier jour du mois) et, si besoin, vous replonger dans les anciens numéros. Ce site vous permettra aussi de mieux appréhender notre philosophie, notre savoir-faire et de faire plus ample connaissance avec les onze membres composant l'équipe. **Nous vous invitons donc à visiter régulièrement notre site à l'adresse suivante : www.magellanconseil.fr.**

Nous avons également rationalisé l'ensemble des adresses emails qui ont toutes désormais la forme suivante : prenom.nom@magellanconseil.fr.

L'adresse magellanconseil@magellanconseil.fr permet d'adresser un message non pas à un interlocuteur unique mais à l'ensemble des membres de MAGELLAN CONSEIL. **En utilisant cette adresse spécifique, vous avez la certitude que, même en cas d'absence de votre conseiller, votre demande aura été lue et traitée le jour même.** Nous vous engageons donc à utiliser cette adresse surtout si elle concerne un acte de gestion (versement, rachat, arbitrage...).

Toujours dans le but de vous apporter une qualité de service et une réactivité optimales, nous disposons désormais d'une adresse postale qui nous garantit la distribution du courrier en tout début de matinée. Nous vous remercions donc d'utiliser cette nouvelle adresse pour vos envois postaux :

MAGELLAN CONSEIL

2, Avenue de Flandre

CS 15015

59705 MARCQ-EN-BAROEUL Cedex

Enfin, comme vous pouvez le constater à la lecture de la lettre que vous avez entre les mains, nous avons également changé notre logo et procédé à un léger relooking de la LETTRE DE MAGELLAN CONSEIL.

Nous espérons que ces modifications vous apporteront une entière satisfaction et restons à votre écoute de vos éventuelles suggestions.

ISF 2013 : NOS SOLUTIONS POUR LE RÉDUIRE

Pour rappel, si votre **patrimoine est supérieur à 1,3 M€, vous êtes assujettis à l'impôt de Solidarité sur la Fortune**. Les modalités déclaratives de cet impôt diffèrent selon la valeur de vos avoirs.

- **Si votre patrimoine est inférieur à 2,57 M€, vous êtes soumis à une procédure simplifiée.** Il vous suffit alors de reporter sur la déclaration des revenus le montant de la valeur brute et nette de votre patrimoine. **La date de dépôt de la déclaration ISF est calquée sur celle des revenus, à savoir le 27 mai 2013.** Si vous effectuez votre déclaration en ligne, cette date est portée au 11 juin 2013. Vous devrez acquitter cet impôt mi-septembre 2013 après avoir reçu un avis d'imposition.
- **Si votre patrimoine est supérieur à 2,57 M€, vous êtes tenus de déposer une déclaration d'ISF détaillée pour le 17 juin 2013.** Vous devez obligatoirement justifier les dettes déduites au passif ainsi que les éventuelles réductions d'ISF réalisées. Le paiement est immédiat puisqu'il s'opère au moment du dépôt de la déclaration.

Une des solutions pour réduire l'ISF consiste à investir dans les PME. Pour ce faire, deux formules existent : **l'investissement dans les PME de manière directe ou l'investissement au travers d'un support collectif du type Fonds d'Investissement de Proximité (FIP) et Fonds Commun de Placement dans l'Innovation (FCPI).** Dans les deux cas, la réduction est fixée à 50 % des sommes versées dans la limite de 45 000 € pour les PME en direct et 18 000 € pour les FIP/FCPI. Il est à noter que les dispositifs de réductions ISF sont à proscrire si vous bénéficiez du plafonnement ISF.

Sous le seuil des 18 000 € d'ISF, la solution FIP/FCPI est préférable puisqu'elle offre une meilleure diversification des investissements et par conséquent une plus grande maîtrise du risque. Un autre avantage à mettre au profit des FIP/FCPI concerne le **délai d'investissement** dans les PME qui peut s'étaler sur vingt quatre mois tandis qu'il est immédiat dans le cadre des investissements en direct. Enfin, **les FIP/FCPI bénéficient d'un avantage fiscal supplémentaire car les plus-values sont exonérées** tandis que les plus-values des PME en direct sont taxées.

Au-delà du seuil des 18 000 € d'ISF, la solution consiste à souscrire des FIP/FCPI à hauteur du plafond et des actions en direct pour le solde. Dans le but de diminuer les risques, il est préférable de diversifier son investissement en actions, c'est la raison pour laquelle, nous préconisons d'opter pour **un panier d'actions ou un mandat de gestion.** Si vous souhaitez connaître nos solutions dans ce domaine spécifique, n'hésitez pas à nous interroger.

Ceci étant, **tous les FIP/FCPI ne se valent pas.** En effet, **des différences notoires existent tant au niveau des taux de réduction ISF effectivement servis qu'au niveau de la nature des investissements réalisés et de la durée de blocage des capitaux.**

Le taux de réduction fiscale est fonction de la part effectivement investie dans les PME éligibles. Ainsi, un fonds qui sera totalement investi en PME offrira une réduction d'ISF de 50 % tandis qu'un fonds investi à concurrence de 80 % génèrera une réduction d'ISF limitée à 40 %.

La nature des investissements est évidemment un critère important puisqu'il influe directement sur le degré de risque. Par exemple, investir dans une société qui vient de se créer présente plus de risques qu'une société mature déjà bénéficiaire depuis plusieurs années. Il en est de même pour les secteurs d'investissement. Ainsi, investir dans des secteurs réputés défensifs qui génèrent des revenus récurrents est nettement moins risqué que d'investir dans des secteurs à forte croissance comme ceux des nouvelles technologies.

Parmi les différents FIP/FCPI qui existent sur le marché, **le FIP 123 ISF 2013 et le FIP RESEAU ENTREPRENDRE NORD-EST semblent à nos yeux sortir du lot.**

Si vous recherchez une solution plutôt défensive, optez alors pour le FIP 123 ISF 2013 car il sélectionne **des secteurs qualifiés de défensifs qui offrent une bonne visibilité.** En effet, les secteurs retenus sont ceux liés à **la dépendance et à la santé** à travers des établissements pour personnes âgées dépendantes, du matériel médical et des cliniques. Les activités **d'hébergement** sont également visées afin de profiter des rendements pérennes qu'offrent les résidences pour seniors, les crèches, les hôtels franchisés ainsi que les campings haut de gamme. Qui plus est, les sociétés choisies sont matures et offrent **une forte récurrence des revenus.** Dans le but de limiter davantage les risques, les investissements seront majoritairement opérés par le biais **des obligations convertibles. Le taux de réduction est fixé à 50 %.** Un versement de 1 000 € génère donc une réduction ISF immédiate de 500 €. Ce FIP sera dissout à compter du 31 décembre 2018, autrement dit, **la durée de blocage est fixée à 5,5 ans. L'objectif de performance est fixé à 20 %.** Au cas où cet objectif ne serait pas atteint, la société de gestion 123 VENTURE **renoncerait à sa rémunération variable.** Pour mémoire, 123 VENTURE est un des leaders dans la gestion des entreprises non cotées avec plus de 800 millions d'euros d'actifs sous gestion. Pour être concret, du fait de l'avantage fiscal de 50 %, un versement de 10 000 € d'ici le 27 mai 2013 dans le fonds 123 ISF 2013 va générer une économie immédiate d'ISF de 5 000 €. A compter du 31 décembre 2018, le fonds va être dissout. Si l'on suppose que vous allez récupérer 12 000 € (objectif de rendement de 20 % atteint), **le taux de rendement annuel moyen ressortira à 17%.** Au cas où la récupération des capitaux serait limitée au capital initial, le taux de rendement ressortirait à près de 13 % l'an. Dans l'hypothèse où la récupération des capitaux serait réduite à 8 000 €, le taux de rendement serait tout de même équivalent à 8,50 % l'an.

Le **FIP RESEAU ENTREPRENDRE NORD-EST**, géré par la société de gestion GENERIS CAPITAL PARTNERS, a pour spécificité de sélectionner les **entreprises lauréates du RESEAU ENTREPRENDRE, réseau fondé en 1986 par André**

MULLIEZ sous la dénomination « Nord Entreprendre ». L'objet de ce mouvement est de contribuer au développement de nouveaux entrepreneurs régionaux par un accompagnement personnalisé réalisé bénévolement par des entrepreneurs expérimentés ainsi que par un financement octroyé sous forme de prêt d'honneur. Depuis sa création, le RESEAU ENTREPRENDRE a permis **la création ou la sauvegarde de 60 000 emplois et, chaque année, il donne naissance à 600 nouvelles PME**. La sélection très pointue des projets et des entrepreneurs au regard de critères stratégiques, économiques et extra-financiers se résume en un chiffre : **84 % des entreprises accompagnées sont toujours en activité 5 ans après leur création**, soit près de deux fois plus que la moyenne nationale ! La gestion du FIP RESEAU ENTREPRENDRE NORD-EST est axée sur les régions **Nord-Pas de Calais**, Picardie, Champagne Ardennes et Ile de France. Afin d'avoir plus de flexibilité dans la gestion des participations, ce FIP limite volontairement ses investissements en PME à hauteur de 90 %. En conséquence, **le taux de réduction ISF ressort à 45 %**. La durée de blocage étant fixée à **5,5 ans**, la **dissolution du fonds interviendra à partir du 31 décembre 2018**.

En conclusion, si vous privilégiez un risque modéré, vous avez intérêt à opter pour le FIP 123 ISF 2013. En revanche, si vous acceptez un degré de risque plus élevé et visez un retour sur investissement plus élevé, vous devez privilégier le FIP RESEAU ENTREPRENEUR NORD-EST. Outre l'aspect financier, vous aurez en plus la satisfaction de contribuer à l'émergence de jeunes entrepreneurs du Nord-Pas de Calais et par conséquent de soutenir la création d'emploi. N'hésitez pas à nous contacter pour de plus amples renseignements.

VALEURS MOBILIÈRES : OPTIMISATION DES MOINS-VALUES SUR CESSIONS

Depuis le 1^{er} janvier 2013, la fiscalité des plus-values sur cession des valeurs mobilières a été totalement remaniée. Les plus-values sont **taxées au barème progressif de l'impôt sur le revenu après déduction d'un abattement pour durée de détention** fixé comme suit : 0 % pour les titres acquis depuis moins de 2 ans; 20 % pour les titres acquis depuis plus de 2 ans et moins de 4 ans; 30 % pour les titres acquis depuis plus de 4 ans et moins de 6 ans et 40 % pour les titres acquis il y a plus de 6 ans.

Cette nouvelle législation enlève de la visibilité dans la mesure où les taux de taxation sont désormais multiples tandis qu'auparavant le taux unique de 39,50 % s'appliquait. Afin de vous aider à y voir plus clair, nous avons calculé le taux de taxation des plus-values en fonction de la tranche d'imposition (TMI) et de la durée de détention des titres.

Durée de conservation des titres				
TMI	Moins de 2 ans	De 2 à 4 ans	De 4 à 6 ans	Plus de 6 ans
0 %	15,50 %	15,50 %	15,50 %	15,50 %
5,50 %	20,72 %	19,62 %	19,07 %	18,52 %
14 %	28,79 %	25,99 %	24,59 %	23,19 %
30 %	43,97 %	37,97 %	34,97 %	31,97 %
41 %	54,41 %	46,21 %	42,11 %	38,01 %
45 %	58,21 %	49,21 %	44,71 %	40,21 %
48 % (*)	61,05 %	51,45 %	46,65 %	41,85 %
49 % (*)	62,00 %	52,20 %	47,30 %	42,40 %

(*) Tranche à 45 % + majoration de 3 % ou 4 % au titre de la taxe sur les hauts revenus

En raison de l'abattement pour durée de détention, la taxation devient plus légère au fil du temps. **Toutefois, une cession rapide des titres peut, dans certains cas, s'avérer préférable. C'est notamment le cas pour les titres qui sont en moins-values puisque l'abattement pour durée de détention s'applique également aux moins-values.**

Prenons l'exemple d'une action A achetée 100 € en date du 2 mai 2011 et qui cote actuellement 130 € et d'une action B achetée au même cours et à la même date mais dont la cotation actuelle ressort à 80 €. En cas de cession des titres au 30 avril 2013, c'est-à-dire avant que le délai des 2 ans ne soit atteint, la plus-value globale sera limitée à 10 € puisque le gain de 30 € lié au titre A sera amputé de la perte de 20 € liée au titre B. En cas de cession le 3 mai 2013, la plus-value du titre A sera limitée à 24 € compte tenu de l'abattement de 20 % au titre de la durée de détention. La moins-value du titre B sera également amputée de 20 % en raison de l'application de l'abattement de 20 % et sera donc fixée à 16 €. Suite à la cession de ces deux titres, la plus-value globale taxable ressortira donc à 8 €. La bonne démarche aurait été de céder les

titres B au 30 avril 2013 afin de bénéficier de la moins-value de 20 € dans son intégralité puis de vendre les titres A au 3 mai 2013 pour bénéficier de l'abattement de 20 %. En procédant de la sorte, le gain taxable aurait été limité à 4 € (24 € - 20 €). En clair, **la matérialisation des moins-values avant qu'elles ne soient impactées par les abattements pour durée de détention doit être un réflexe à acquérir.**

Dans le même registre, une attention particulière doit être portée **aux PEA de plus de 5 ans qui sont en perte**. Etant donné que **le mécanisme d'abattement pour durée de détention n'est pas applicable au sein des PEA**, il peut être opportun de clôturer un PEA en moins-values pour imputer les pertes sur des gains minorés de l'abattement pour durée de détention. **Autrement dit, une perte issue d'un PEA de plus de 5 ans peut venir totalement effacer une plus-value d'un montant supérieur.** Pour illustrer ce propos, prenons le cas d'un PEA ouvert en l'an 2000, au plus haut des marchés boursiers, qui se trouve être en moins-value de 12 000 €. La clôture de ce PEA va matérialiser la perte de 12 000 € qui pourra intégralement purger un gain de 20 000 € sur des titres acquis il y a 6 ans puisque ce dernier sera fiscalement comptabilisé à 12 000 €.

En conclusion, suite à l'instauration d'un abattement pour durée de détention, la matérialisation des moins-values latentes ne doit pas être négligée puisqu'elle permet d'optimiser la taxation des cessions de valeurs mobilières.

PANORAMA DES MARCHÉS FINANCIERS

Données arrêtées au 30 avril 2013

Marchés des Actions	Niveau des indices	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
PARIS (CAC 40)	3 856,75	3,36%	5,92%	1,04%	-22,81%
PARIS (CAC Mid&Small)	7 244,04	-0,07%	6,35%	7,46%	0,84%
PARIS (CAC All-Tradable)	2 896,33	2,70%	6,15%	4,97%	-18,03%
EUROPE (DJ Euro Stoxx 50)	2 712,00	3,35%	2,89%	-3,72%	-29,10%
NEW YORK (Dow Jones)	14 839,80	1,79%	13,25%	34,80%	15,75%
NEW YORK (Nasdaq Composite)	3 328,79	1,88%	10,24%	35,25%	37,96%
FRANCFORT (Dax Xetra)	7 913,71	1,52%	3,96%	28,98%	13,89%
LONDRES (FTSE 100)	6 430,12	0,29%	9,03%	15,79%	5,77%
TOKYO (Nikkei 225)	13 860,86	11,81%	33,34%	25,35%	0,68%
MONDE (Msci World) en Euros	120,39	-0,07%	8,73%	21,23%	13,81%

Taux d'intérêt	jour le jour	3 mois	1 an	10 ans	20 ans
FRANCE	0,16%	0,15%	0,43%	1,75%	2,60%
ETATS-UNIS	0,21%	0,28%	0,75%	1,66%	2,63%
ROYAUME-UNI	0,43%	0,48%	0,85%	1,54%	2,67%
JAPON	0,13%	0,07%	0,44%	0,55%	1,46%

Or et Devises	Cours	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
LINGOT	36 550 €	-8,40%	-9,08%	28,29%	107,67%
NAPOLEON	229,50 €	-2,96%	-5,13%	35,08%	116,51%
EURO / DOLLAR	\$ 1,3072	2,09%	-0,93%	-1,70%	-15,88%
EURO / LIVRE STERLING	£ 0,8443	-0,15%	3,85%	-2,57%	6,85%
EURO / 100 YENS	¥ 127,35	5,36%	11,40%	1,69%	-21,69%
EURO / FRANC SUISSE	CHF 1,2238	0,35%	1,36%	-14,65%	-24,21%

CHIFFRES CLÉS DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Données arrêtées au 30 avril 2013

BUDGET 2013	370,9 milliards d'euros (dt déficit = 61,2 mds)
PIB 2012	2 028 milliards d'euros
DETTE PUBLIQUE	1 833,8 milliards d'euros soit 90,2 % du PIB
TAUX DE CROISSANCE TRIMESTRIEL DU PIB	- 0,30 % au 4ème trimestre 2012
PLAFOND DE LA SECURITE SOCIALE	3 086 euros par mois à compter du 01/01/2013
SMIC	9,43 euros à compter du 01/01/2013
INDICE DES PRIX	+ 1,00 % sur un an
INDICE DU COUT DE LA CONSTRUCTION	+ 2,51 % (variation de la moyenne sur un an)
INDICE DE REFERENCE DES LOYERS	+ 1,54 % sur un an
TAUX DE CHOMAGE	10,20 % de la population active

2, Avenue de Flandre - CS 15015 - 59705 MARCQ-EN-BAROEUL Cedex - Tél : 03.20.72.07.71 - Fax : 03.20.65.29.04 - magellanconseil@magellanconseil.fr
www.magellanconseil.fr

S.A.R.L. au capital de 40 000 € - R.C.S. Roubaix-Tourcoing B 392 608 311

Conseiller en Investissement Financier référencé sous le n° E001631 par l'ANACOFI CIF association agréée par l'AMF

Société de courtage d'assurance n° ORIAS 07 005 844 - Garantie financière et responsabilité civile professionnelle conformes aux articles L 530.1 et L 530.2 du code des assurances

Carte de démarchage financier n° 2050880203VB - Transactions sur immeubles et fonds de commerce - Carte professionnelle n° 2032 T